

Inter Pares

B U L L E T I N

Vol. 20, N° 2, mars 1998

Une norme de dignité

La position que les femmes occupent dans une société donne une mesure exacte du développement de cette société.

Gustav Geiger

En 1988, dans le cadre du programme Femmes en marche, Inter Pares a invité six activistes d'outre-mer à venir partager avec des Canadiennes ce qu'elles faisaient chez elles pour changer les choses. Pendant cinq semaines, elles ont parcouru les villes de l'est, de l'ouest et du nord du pays, échangeant avec des groupes leurs idées sur les luttes des femmes, de même que leurs visions de l'avenir.

Vers la fin de la tournée, Farida Akhter du Bangladesh a commenté que comme les femmes de son pays : « Les Canadiennes luttent contre la discrimination salariale, contre la violence ainsi que contre l'inégalité entre hommes et femmes au niveau du statut social et économique. J'ai remarqué cependant qu'elles n'arrivent pas à lier toutes ces luttes dans une perspective de changement social... Il faut se demander qu'est-ce qui vient après ? Pourquoi lutte-t-on au juste ? »

Depuis la visite de Farida, nous avons commencé à formuler une réponse à ses questions : ce qu'on cherche, c'est tout simplement une norme commune de dignité pour tous, hommes ou femmes.

Or, une norme commune de dignité est difficile à atteindre puisque les femmes ont, depuis toujours, été considérées comme étant des êtres différents des hommes, ne partageant pas la même humanité. Cette croyance qu'elles forment une catégorie à part des hommes se manifeste par une foule de normes et de préjugés sociaux qui

sous-tendent l'oppression que vivent les femmes quotidiennement.

Les femmes du monde entier font l'expérience de la discrimination et de l'injustice. Pauvres parmi les pauvres du monde, elles portent le fardeau d'une discrimination sexuelle profondément enracinée qui se manifeste par les entraves à leur liberté et à leur dignité, par le viol, les mutilations et autres formes de violence. La quête d'une norme commune de dignité englobe ainsi la lutte pour que prennent fin cette discrimination et cette injustice.

Nous luttons en plus pour que chaque femme soit reconnue comme personne autonome capable d'agir de manière à changer des choses dans sa vie et dans le monde – comme faisant partie de notre humanité – commune.

Notre expérience avec des collègues d'ici et d'outre-mer nous a démontré que les femmes constituent un potentiel de changement aussi riche que diversifié. La qualité de vie s'est améliorée là où les femmes ont la possibilité de participer pleinement à la vie économique, sociale, politique et culturelle de leur milieu.

Si tant de jeunes filles partout dans le monde ont aujourd'hui des attentes plus élevées que celles de leurs mères, c'est parce que des millions de femmes avant elles ont lutté pour changer les choses. Au risque de leur sécurité et souvent de leur vie dans le but de changer leurs rapports personnels, économiques et politiques avec les hommes, ces femmes ont posé une



Faris Amhed

multitude de gestes courageux qui, mis ensemble, ont bousculé et transformé les conventions et ont ouvert de nouvelles possibilités pour les femmes et pour les hommes.

Le *Bulletin* relate l'expérience de femmes et d'hommes qui luttent côte à côte dans le but de promouvoir une norme commune de dignité pour tous. Il présente des gens qui osent affirmer dans leur quotidien et dans l'action communautaire ce qu'il est possible d'accomplir quand la voix des femmes est entendue dans toute sa diversité, quand les femmes ont les ressources et le pouvoir de décision et qu'elles exercent un plus grand contrôle sur leur vie et sur l'avenir de leurs collectivités.

Auteures de leur propre vie



Conrado de la Cruz

À chaque dimanche, à Ciudad Guatemala, des centaines de jeunes filles et de jeunes femmes autochtones s'assoient sous les arbres dans le parc central ou déambulent par deux le long des trottoirs. La plupart sont domestiques ou travailleuses à la pièce dans les usines de sous-traitance qui entourent la capitale; certaines ont à peine dix ans. Leur langue et vêtements mayas leur valent une discrimination quotidienne, et leur salaire est invariablement plus bas que celui versé aux hommes. Beaucoup de ces jeunes n'ont qu'un dimanche par mois pour être simplement des filles, parmi d'autres filles qui les acceptent comme amies.

Maîtrisant mal l'espagnol, ces jeunes ont de la difficulté à réagir aux exigences des employeurs.

Peu d'entre elles connaissent leurs droits comme travailleuses ; et bien qu'elles préfèrent travailler dans la sous-traitance, car le salaire y est meilleur, que comme domestique, les conditions de travail y sont souvent dangereuses et les lois du travail régulièrement brisées.

L'organisme communautaire *Conrado de la Cruz* aide ces jeunes travailleuses et leurs familles. Composée pour l'essentiel de jeunes femmes mayas ayant elles-mêmes travaillé dans une usine de sous-traitance ou comme domestiques, l'équipe de *Conrado* connaît bien l'isolement et la peur propres à ces jeunes qui travaillent dans une langue peu familière et une culture hostile.

À chaque dimanche, l'équipe de *Conrado de la Cruz* se rend au parc prendre contact avec les nouvelles arrivées, à qui elle parle des droits du travail afin qu'elles puissent prévenir les abus et mieux résister aux violations et à l'exploitation. Aura Dionisio fait partie de l'équipe de *Conrado*. Elle souligne l'amour et la compassion qui unit ces jeunes entre elles. Le travail de *Conrado*,

c'est de soutenir cette compassion, d'humaniser pour ces filles l'expérience de la ville, de les aider à trouver les moyens pour améliorer leur vie en protégeant leurs droits du travail et leurs droits humains et en trouvant d'autres formules d'éducation. « Ces jeunes sont capables de décider elles-mêmes ce qui est mieux pour elles, mais comme elles ont appris très jeunes à se dévaloriser en tant que filles et qu'elles font l'objet de discrimination comme autochtones, elles doivent réapprendre à se valoriser en tant que personnes ayant des droits à faire respecter et des talents à développer. »

Pour aider ces jeunes à relever ces défis, *Conrado de la Cruz* leur offre des occasions de discuter ensemble de leurs problèmes et de leurs intérêts, de faire des sorties, et de découvrir leurs droits comme travailleuses, comme autochtones et comme femmes. En plus de classes d'alphabétisation et des cours sur la santé et la nutrition, *Conrado* informe les filles sur le droit de s'instruire et sur les façons de convaincre les parents et employeurs réticents de les laisser fréquenter l'école du dimanche.

Soucieuse de l'avenir, *Conrado* forme de jeunes animatrices, futures leaders du groupe, et déjà responsables de la plupart des classes d'alphabétisation. Certaines offrent également des ateliers sur les droits du travail et les droits des autochtones.

L'équipe de *Conrado* admet que ce travail de sensibilisation est semé d'embûches. Mais, ces filles et ces femmes autochtones du Guatemala poursuivent malgré tout la lutte pour leurs droits comme travailleuses, comme femmes et comme autochtones. La lutte de *Conrado de la Cruz* s'inscrit dans un mouvement universel: celui des femmes aspirant à être les auteures de leur propre vie.



Les droits et la sécurité des ouvrières des usines de sous-traitance sont devenus des préoccupations internationales. Assemblant des produits d'exportation tels que jouets, vêtements, souliers, ou pièces d'auto, ces usines situées dans des zones de libre-échange sont dispensées d'appliquer les standards locaux

relatifs à l'environnement et aux droits et à la sécurité du travail ; de plus elles ont droit à des dégrèvements fiscaux spéciaux. De 70 à 90 % des employés des usines de sous-traitance sont des jeunes filles et des jeunes femmes.

Le *Maquila Solidarity Network* (MSN), qui regroupe plus de 400 personnes et groupes des mouvements syndical, féministe et communautaire du Canada, cherche, en liaison avec des organismes qui poursuivent les mêmes buts en Amérique latine et en Asie, à faire respecter ces standards et à améliorer les conditions de travail dans les usines de sous-traitance. De concert avec la coalition *Labour Behind the Label*, MSN a publié la trousse d'action *Wear Fair* qui renferme des informations sur les conditions de travail dans l'industrie du vêtement dans le monde, et qui suggère aux consommateurs et aux militants des gestes susceptibles de faire avancer les choses. Pour se procurer la trousse, disponible en anglais, communiquer avec :

Labour Behind the Label Coalition
606 Shaw Street, Toronto ON M6G 3L6
(416) 532-8584 ; télécopieur (416) 532-7688
perg@web.net

Les femmes au coeur du développement

En Afrique, l'agriculture est le secteur le plus important de l'économie, représentant de 30 à 60 % du produit national brut dans la plupart des pays. Plus de 80 % de la production alimentaire dépend du travail des femmes. Presque toute la récolte et la préparation des aliments de même que le transport de l'eau et du bois pour la maison sont à leur charge. La commercialisation est aussi l'affaire des femmes, puisque 80 % des petits commerces locaux en Afrique de l'Ouest sont entre leurs mains.

Pourtant, pendant des décennies, les politiques de la Banque mondiale et d'autres institutions multilatérales ont ignoré sinon diminué le rôle central des femmes dans la reproduction et la production. Comme l'ont bien montré de nombreuses études, la recherche de la croissance économique par l'augmentation des exportations et des cultures de rente marginalise encore davantage les femmes; celles-ci sont exclues de ces secteurs ou n'y sont associées que comme main-d'œuvre familiale non payée. Les indicateurs utilisés par la Banque mondiale pour évaluer les effets des politiques nationales sur la croissance économique ne tiennent pas compte des effets sur les femmes, en particulier les femmes pauvres. Pour répondre aux besoins des paysannes, il faudrait que les priorités politiques s'attardent à réduire les tâches domestiques, à modifier les régimes fonciers de manière à remettre entre les mains des femmes le contrôle des ressources agricoles, et à développer des stratégies de commercialisation susceptibles d'aider les commerçantes.

Désirant rendre visible la contribution des femmes au développement et



Bruce Paton

renverser l'exclusion croissante dont elles sont victimes, de plus en plus d'organismes africains, tel le *Third World Network* (TWN), remettent en question les prescriptions de la Banque mondiale et des gouvernements nationaux. Promoteur actif de la justice sociale, le TWN place au cœur de ses activités de recherche, de pression et de réseautage, l'équité entre hommes et femmes ainsi que la participation des femmes.

À partir de ce principe, le TWN a entrepris une analyse critique de la politique de la Banque mondiale en ce qui concerne les rapports hommes-femmes. Selon TWN, la Banque mondiale a beau prétendre que ses politiques tiennent compte des préoccupations touchant les rapports entre hommes et femmes, le nombre de femmes pauvres a démesurément augmenté dans les pays où elle intervient, même dans ceux qui connaissent une forte croissance économique. D'après Sarah Ocran,

du TWN : « Il est clair que la Banque considère les femmes seulement comme un moyen d'arriver aux seules fins d'efficacité et de croissance économique. »

Le TWN ne fait pas que garder un œil sur les activités de la Banque mondiale. Le TWN étudie également le rôle joué par les femmes dans le commerce informel entre pays africains, afin de voir si en reconnaissant et en appuyant ces relations commerciales importantes, on pourrait pallier aux effets négatifs laissés par les divisions économiques artificielles héritées de l'époque coloniale en Afrique.

Avec ses outils de recherche et de réseautage, le TWN aide les organisations de femmes et les groupes de pression à remettre en cause tout ce qui empêche les femmes de participer à la vie économique. Les militants et militantes du TWN savent qu'il n'y aura de justice économique que lorsque les femmes seront reconnues et appuyées comme acteurs-clé du développement.

Et les hommes alors ?

Inter Pares aide à faire connaître la vie des femmes et leur travail et à les habilitier à titre d'agentes de changement et de leaders. Cela signifie qu'à nos yeux les femmes n'entrent pas dans la catégorie des « groupes d'intérêt », terme rarement pertinent pour quelque groupe que ce soit au sein de la société. Il serait d'ailleurs tristement ironique de qualifier la majorité des habitants de cette planète de « groupe d'intérêt ». Les femmes sont des personnes qui doivent être incluses de plain-pied comme participantes – c'est-à-dire comme des égales parmi des égaux.

Inter Pares veut associer les femmes

à tous les aspects de son travail à titre de collègues et de partenaires de premier plan. Mais, comme partout dans le monde la discrimination contre les femmes rend cet objectif difficile d'accès, Inter Pares doit aussi développer avec elles des programmes répondant à leurs besoins spécifiques, en appuyant des organisations qui ont acquis la capacité d'accompagner concrètement les femmes dans l'atteinte de ces objectifs.

Pourtant Inter Pares ne travaille pas qu'avec les organisations de femmes. Car, pour que le monde change, les hommes doivent changer eux aussi et œuvrer côte

à côte avec les femmes à la transformation de la vie et des collectivités. D'ailleurs, chez la plupart de nos partenaires, les femmes et les hommes travaillent ensemble. Dans ces organisations, bon nombre de ceux qui sont résolument engagés dans la nécessaire transformation des rôles et des conditions des femmes sont des hommes qui désirent également changer leur propre vie et celle de leurs proches, et qui font cause commune avec les femmes pour que ces changements deviennent bien réels. C'est le cas à Inter Pares où le travail est axé sur les principes féministes illustrés dans ce numéro du *Bulletin*.

L'histoire d'une femme

En 1951, alors que Nanay Susing avait 18 ans, sa famille est partie dans le sud de Negros, aux Philippines, attirée comme beaucoup d'immigrants de tous les coins du pays par les basses terres fertiles, les vastes forêts et l'abondance du poisson. La famille comptait prospérer en agriculture, et Nanay Susing rêvait de poursuivre des études.

Or, la municipalité de Sipalay où s'étaient installées Nanay Susing et sa famille, avait attiré des sociétés forestières qui ont dépouillé les forêts, causant l'érosion des sols et l'épuisement des espèces végétales et animales. Au milieu des années 50, des mines à ciel ouvert ont été établies pour exploiter les grands gisements d'or, de cuivre, d'argent et de plomb.

Avec le temps, les cultivateurs de l'endroit ont vu se détériorer leur milieu ; la production agricole périclita et le poisson devint de plus en plus rare dans les eaux toujours plus polluées. De nouvelles maladies sont apparues au village. La famille de Nanay Susing n'a pas prospéré

et elle-même a dû, à 27 ans, renoncer à son rêve d'étudier et décida de se marier.

En 1996, la collectivité a finalement décidé d'agir suite à quatre effondrements de bassins de résidus miniers. Prenant la tête du mouvement contre la destruction de leur milieu de vie, les femmes se sont jointes à un comité local de développement agricole et ont demandé l'aide du *Centre for Environmental Concerns* (CEC) à Manille. Ce dernier a aidé la communauté à cerner l'impact de ce désastre écologique en particulier sur les femmes. Nanay Susing faisait partie des femmes que le CEC a formées en vue de documenter l'expérience de Sipalay. La tâche consistait entre autres à recueillir l'histoire des femmes, dont celle de Nanay Susing.

En se racontant leurs histoires, les femmes ont compris qu'elles étaient préoccupées non seulement par l'activité minière, mais aussi par les questions telles le régime foncier, la sécurité alimentaire, l'emploi et les soins de santé. Elles ont discuté des rôles multiples que les femmes

jouant au sein de la communauté. Le projet de recherche s'est transformé en un processus d'apprentissage et de prise de conscience permettant aux femmes d'acquérir de nouvelles compétences et connaissances.

Cette prise de conscience a amené les femmes à agir. Elles ont organisé des manifestations contre les sociétés minières, exigeant des compensations équitables pour les gens qui avaient souffert et dont les moyens d'existence avaient été détruits par les déversements miniers. Les femmes de Sipalay ont également conçu un plan visant à répondre à l'ensemble des préoccupations économiques et sociales de leur collectivité, et à assurer que les femmes participent pleinement aux décisions.

Nanay Susing, maintenant âgée de 65 ans, a été témoin de nombreux changements au cours de sa vie. Bien qu'elle n'ait jamais étudié, elle a beaucoup appris de son expérience et de celle des autres femmes, et a transformé ce savoir en action porteuse d'un bien meilleur avenir pour les femmes de Sipalay et leurs familles.

Le difficile retour à la normale

Au début des années 80, des centaines de milliers de Mayas ont dû quitter leurs villages au milieu du carnage provoqué par la stratégie de la terre brûlée du gouvernement guatémaltèque dans sa guerre contre la guérilla. Plus de 100 000 personnes ont passé la frontière vers le sud du Mexique.

Pour ces femmes réfugiées, souvent sans leur mari, mort ou disparu, et avec des enfants à faire vivre, le Mexique a radicalement changé leur vie. Aux tâches ménagères et agricoles de la maison se sont ajoutées la régie des travaux et la commercialisation des produits, allongeant d'autant leur journée de travail.

En même temps, petit à petit, ces femmes ont pris part aux décisions des camps de réfugiés. Des agences internationales dont Inter Pares ont financé des programmes visant à préparer des jeunes, hommes et femmes, à enseigner ou à travailler en santé communautaire. Beaucoup de femmes n'avaient jamais reçu d'enseignement formel. Pour la première fois aussi, la formation dans

le domaine des droits présentait les droits des femmes comme des droits humains. Presque tous les enfants, filles et garçons, allaient à l'école du camp – un changement décisif en comparaison de la situation qui prévalait dans les villages d'origine, ceux-ci étant rarement dotés d'écoles, encore moins d'une école fréquentée par les filles.

Après des années passées au Mexique, les réfugiés retournent maintenant au Guatemala. Dans le cas des femmes, ce « retour à la normale » dérange l'habitude, acquise dans les camps, d'être associées aux décisions ou d'assurer le leadership. Beaucoup d'hommes maintiennent que ces changements dans le rôle des femmes menacent la culture maya. Mais les femmes affirment appartenir à la culture maya et avoir elles aussi le droit de la définir. Elles ont dû se battre pour avoir des terres et pour devenir membres des coopératives. Les systèmes d'enseignement et de santé communautaire mis en place dans les camps de réfugiés ont été reproduits au Guatemala, mais les emplois rattachés à ces systèmes ont presque tous

été attribués à des hommes – en négation totale des années d'expérience des femmes dans les camps. Dans les nouvelles communautés des réfugiés de retour, les premiers décès signalés ont été ceux de femmes mortes de complications à la naissance, dues au manque de soins médicaux.

Pour aider les femmes à solutionner ces problèmes, *Project Counselling Services* (PCS), avec qui Inter Pares collabore depuis longtemps, a entrepris une enquête participative sur les changements que les femmes réfugiées avaient vécu au Mexique et sur leur processus de réintégration à la société guatémaltèque. À travers cette étude, les femmes discutent de leur rôle dans la famille et la collectivité ; l'étude valorise aussi les capacités des femmes à défendre leurs intérêts dans leur communauté et auprès des organisations gouvernementales.

Par cette enquête et à travers d'autres activités, le PCS continue d'aider les femmes retournées ou déplacées à participer de manière authentique et créative à la reconstruction et la réconciliation au Guatemala.

